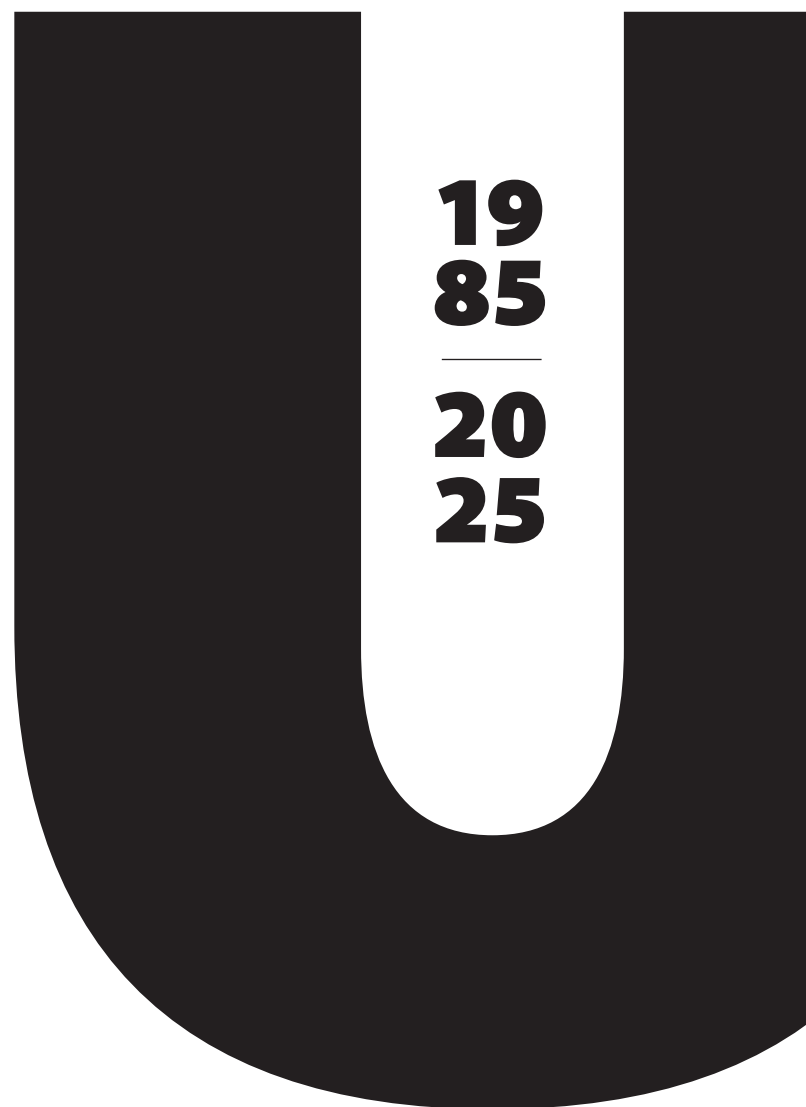




19
85

20
25

L'Art Urbain dans les Territoires



L'Art Urbain dans les Territoires, association reconnue d'utilité publique depuis 2004, accompagne depuis 40 ans, l'État et les collectivités territoriales, leurs représentants, les professionnels de l'aménagement, de la construction et de l'exploitation des services publics et privés dans l'amélioration et la transformation Environnementale, Culturelle, Sociale et Architecturale du cadre de vie de nos concitoyens.

L'Art Urbain dans les Territoires

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
Grande Arche de La Défense - paroi sud
92055 La Défense cedex

Quarante ans d'Art Urbain

VERS UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE CADRE DE VIE

Le cadre de vie n'est pas seulement une affaire d'urbanisme, d'architecture ou de paysages. C'est une question politique et culturelle majeure qui reflète les priorités d'une société et sa vision de l'avenir. Depuis toujours, l'art urbain a façonné nos espaces publics et privés, réinventant les lieux de vie pour relever les défis sociaux, environnementaux et économiques de chaque époque. Mais alors que le monde change à un rythme effréné, sommes-nous à la hauteur des aspirations des citoyens ? Réconcilier esthétique, inclusion et durabilité reste le grand chantier du XXI^e siècle. La reconstruction de Notre-Dame de Paris en cinq ans a démontré ce que l'ambition et la coopération peuvent accomplir. Mais qu'en est-il de nos villes, de nos bourgs et de nos villages ? Chaque décision, chaque aménagement, porte en lui la persistance des déséquilibres actuels ou la promesse d'un futur harmonieux.

À travers une exposition de huit tableaux illustrés, réalisée à l'occasion des 40 ans de l'association «Art Urbain dans les Territoires», nous vous invitons à explorer quatre décennies de constats et d'évolutions qui témoignent d'une révolution silencieuse mais profonde. Du logement aux espaces publics, des mobilités aux loisirs, chaque transformation raconte l'histoire d'une société qui, malgré ses contradictions, cherche à construire un cadre de vie où l'esthétique, la justice sociale et l'écologie se rencontrent. Il ne s'agit pas uniquement d'aménager des espaces, mais de redonner aux citoyens le pouvoir de rêver leur ville. À l'image des 168 opérations primées par le Prix National d'Art Urbain depuis 1997, une ville qui inspire, rassemble et innove.

Louis Moutard
Président





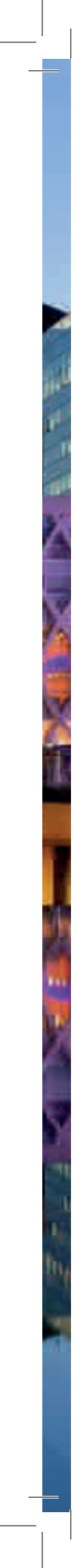


Table des Matières

Espaces Publics et Privés

du fonctionnel
à l'émotionnel

Habitat

construire la ville
à hauteur d'homme

Mobilités

repenser
le mouvement

Travail et Commerce

vers une nouvelle
économie locale

Démographie et santé

équilibrer territoires
et liens sociaux

Culture et Loisirs

retrouver le collectif

Nature et Biodiversité

un retour aux sources

Eau, Énergie et Climat

chaque action
compte

Espaces Publics et Privés

Du fonctionnel à l'émotionnel

“ L'espace public est le miroir de nos priorités et de nos choix collectifs. Longtemps dominé par les infrastructures routières, il a amorcé une transformation profonde à partir des années 1990. Les places et les rues, autrefois perçues comme de simples lieux de passage, se sont métamorphosées en ville nouvelle, véritables scènes de vie, offrant des espaces dédiés à la création et au partage. Avec l'essor des mobilités douces, l'aménagement de jardins et la mise en place de corridors écologiques, ces espaces jouent dorénavant un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique et la restauration de la biodiversité. Investir dans l'espace public, c'est investir dans le bien-être collectif. Chaque banc, chaque arbre, chaque chemin symbolise une ville qui choisit de mettre ses habitants au cœur de ses priorités. ■■■■■

Constats

- Investissement de l'État et des collectivités dans l'espace public.
- Passage d'un environnement dominé par les infrastructures à un paysage de l'art urbain : réaménagement des places, des rues et des cours en mettant l'accent sur l'esthétique et l'harmonie urbaine.
- Le paysage et la nature confortent l'espace public pour améliorer le cadre de vie et la biodiversité, et répondre aux enjeux de bien-être.
- Renforcement de l'assainissement des villes et du traitement de l'eau pour lutter contre les pollutions et améliorer la santé publique.

Évolutions

- Développement des transports urbains dans l'espace public avec tramways, bus en site propre et pistes cyclables.
- Reprise progressive de la place du piéton et des mobilités douces : piétonisation des centres-villes et création de voies réservées aux vélos et aux trottinettes.
- La nature en ville pour freiner l'aggravation des conditions climatiques et réduire les îlots de chaleur.
- Contribution de l'espace public à la réduction de l'empreinte carbone et à l'amélioration de la qualité de l'air : aménagements intégrant matériaux perméables et techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.



Auxerre, Mention qualité de la vie sociale, Prix National 2015, «Auxerre se réconcilie avec sa rivière l'Yonne»



Bagnolet, Mention Prix National 2024, «Habitat participatif de 12 logements»

Habitat

Construire la ville à hauteur d'homme

“ L’urbanisation rapide des années 1970 a transformé nos paysages, mais ses limites apparaissent avec évidence. Une nouvelle approche voit le jour, visant à redonner une dimension humaine à l’aménagement urbain. Des initiatives comme la réhabilitation des grands ensembles sociaux, la promotion de la mixité grâce à la loi SRU ou les projets de renouvellement menés par l’ANRU traduisent une ambition commune : faire du logement un espace de diversité culturelle et sociale, bien plus qu’une simple réponse à la demande. L’assemblage d’un habitat diversifié entre individuel, semi collectif et collectif en milieu urbain, compact et confortable, s’impose comme une des solutions pertinentes pour répondre aux besoins actuels, tout en conciliant densité et qualité de vie. L’habitat de demain se définit à l’échelle du quartier et de l’îlot où convivialité, bien-être et respect de l’environnement s’équilibrent. ■■■■■

Constats

- Forte expansion de l’habitat sur les terres agricoles.
- Baisse de la surface habitable entre 20 % et 30 %, particulièrement en secteur urbain en raison de la densification et des coûts élevés de l’immobilier.
- Disparition des espaces communs résidentiels : déclin des cours intérieures, jardins partagés et aires de jeux dans les résidences collectives.
- Simplification des plans et disparition des annexes : caves, greniers, garde-manger et celliers.
- Éloignement de l’habitat des centres-villes et des services.
- Banalisation, décontextualisation et uniformisation des typologies architecturales souvent déconnectées des spécificités régionales.
- Retour des bidonvilles dans les bois et le long des infrastructures.
- Baisse de la construction, accentuant la pénurie de logements disponibles.

Évolutions

- Développement des villes jardins avec l’intégration d’espaces verts dans les projets d’urbanisme.
- Conception d’immeubles avec terrasses et balcons pour répondre à la demande de logements avec des espaces extérieurs privés.
- Renforcement de la mixité sociale à partir de 2000 avec l’obligation pour certaines communes de disposer d’un pourcentage minimal de logements sociaux.
- Création de l’ANRU, Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, pour réhabiliter et transformer les quartiers sensibles à partir de 2004.
- Démolition des très grandes concentrations de logements (barres et tours) et reconstruction d’habitats à taille humaine.
- Expansion sous différentes formes d’un assemblage d’habitat diversifié (individuel, semi collectif et collectif) combinant compacité et confort de vie.

Mobilités

Repenser le mouvement

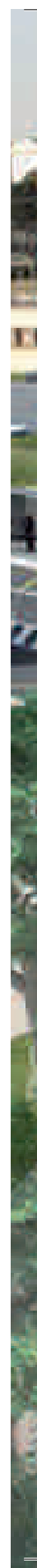
“ Les déplacements urbains ont toujours été un défi politique majeur. Depuis l'ouverture de la première ligne TGV en 1981, la France a placé la mobilité au cœur de son développement. Pourtant, les années 2010 ont révélé un paradoxe : plus de routes, plus de voitures, mais aussi plus de pollution et d'embouteillages. Désormais, les mobilités douces, les transports en commun et la voiture électrique redéfinissent la façon de se déplacer. Mais cette transition va au-delà de la simple quête de solutions décarbonées : elle invite à repenser notre rapport au temps. Se déplacer ne devrait pas être une contrainte, mais une expérience fluide et agréable, inscrite dans une ville qui respire. ■■■■

Constats

- Baisse du fret ferroviaire : libéralisation du marché et compétitivité accrue du transport routier.
- Essor du transport routier national favorisé par la construction d'autoroutes et la flexibilité des camions pour le transport de marchandises.
- Persistance de la congestion routière dans les grandes agglomérations avec l'étalement urbain et l'augmentation du parc automobile.
- Allongement des distances de trajet domicile-travail et autres déplacements avec la dispersion des activités économiques.
- Dépendance accrue à la voiture individuelle due à l'expansion des périphéries urbaines et l'absence de transports collectifs.
- Dégradation de la qualité de l'air liée aux émissions de particules fines et gaz à effet de serre provenant des véhicules thermiques.
- Pollution sonore liée à l'augmentation du trafic routier.

Évolutions

- Développement des transports collectifs : réseaux de bus, métros et tramways pour répondre à la demande croissante en mobilité urbaine.
- Mise en service des premières lignes TGV, transformant les déplacements longue distance.
- Extension des lignes TER et retour des tramways dans les grandes villes (ex. Strasbourg, Montpellier).
- Promotion des mobilités douces : pistes cyclables, zones piétonnes et espaces piétons améliorés en ville.
- Limitation de la voiture en ville avec des ZFE et des restrictions pour les véhicules polluants.
- Soutien à la voiture électrique : aides publiques et déploiement de bornes de recharge.
- Développement de nouveaux services : covoiturage, autopartage, et voitures en libre-service dans villes, bourgs et villages.
- Navettes et voitures autonomes déjà opérationnelles dans certains territoires.





Besançon, Mention Qualité Architecturale, Prix National 2013, «Gare Viotte, au cœur des échanges» ©Exalta - Grand Besançon



Hyères-les-Palmiers, Mention Qualité Architecturale, Prix national 2018, «Coeur de ville, une opération OPAH-RU»

Travail et Commerce

Vers une nouvelle économie locale

“ La désindustrialisation amorcée dans les années 1970 a laissé des traces profondes, entraînant la fermeture d’usines, l’essor de friches industrielles et commerciales. À cela s’est ajouté le déclin du commerce de proximité, concurrencé par les grandes enseignes et le commerce en ligne, uniformisant les paysages commerciaux et affaiblissant l’identité des territoires. Ces dynamiques ont parfois laissé des zones entières fragilisées, marquées par des inégalités et une perte d’activité économique. Mais la résilience des territoires est à l’œuvre. Certaines friches deviennent des tiers-lieux, les marchés locaux reprennent vie, et le télétravail redessine les équilibres entre vie personnelle et professionnelle, tout en redynamisant les petites centralités. Cette transition économique est aussi une transition sociale : consommer local, travailler autrement, c’est redonner du sens à l’économie. La ville de demain ne sera pas qu’un espace de production, mais un espace de coopération, où les solidarités locales prendront le pas sur les logiques globalisées. ■■■■■

Constats

- Désindustrialisation du pays et délocalisation de la production industrielle vers des pays à moindre coût de main-d’œuvre.
- Augmentation de la précarité de l’emploi : CDD, intérim, temps partiel subi.
- Développement des friches industrielles puis commerciales : fermeture d’usines et, plus récemment, de centres commerciaux dans les périphéries.
- Abandon des commerces des centres-villes au profit des périphéries, déclin des commerces de proximité.
- Concurrence accrue des grandes enseignes et du commerce en ligne.
- Uniformisation des enseignes et affaiblissement de l’identité des territoires au travers d’une domination des chaînes nationales et internationales.

Évolutions

- Transformation d’anciens sites commerciaux et industriels : reconversion en logements, espaces culturels ou tiers-lieux.
- Entrée en vigueur des 35h par semaine en 2000.
- Tertiarisation de l’activité au détriment de la production : croissance de l’emploi dans les services et baisse dans l’industrie.
- Révolution de l’internet et de l’intelligence artificielle.
- Émergence du télétravail, du travail indépendant et des horaires flexibles accélérée par la pandémie de COVID-19.
- Essor du commerce en ligne grâce à la digitalisation des entreprises.
- Demande croissante de produits locaux et biologiques, politiques de sensibilisation accrue des consommateurs à l’environnement et à la qualité alimentaire.

Démographie et Santé

Équilibrer territoires et liens sociaux

“ Avec une fécondité en déclin et une population vieillissante, la France traverse des mutations profondes qui reconfigurent les rapports entre générations et territoires. Parallèlement, les inégalités d'accès aux soins se creusent, exacerbant les fractures entre les villes et le monde rural, ainsi qu'entre ménages favorisés et précaires. Le vieillissement de la population, porté par l'arrivée à la retraite des générations du baby-boom et l'allongement de l'espérance de vie, redéfinit les besoins en matière de soin et d'habitat. Aides à domicile, résidences adaptées, EHPAD médicalisés ou habitats intergénérationnels apportent des réponses essentielles pour préserver le lien social tout en répondant aux exigences médicales. Mais ces réponses se heurtent toutefois à la multiplication des déserts médicaux qui aggrave la situation des bourgs et villages déjà fragilisés par le déclin démographique et laisse de nombreux aînés sans solution adaptée à proximité. Dans ce contexte, l'évolution des structures familiales, avec la montée des familles monoparentales et recomposées, appelle à repenser les politiques publiques pour accompagner cette diversité et renforcer les solidarités intergénérationnelles. Démographie et santé ne sont pas que des chiffres ou des politiques : ils racontent l'histoire d'une société qui cherche son équilibre. ■■■■■

Constats

- Baisse de la fécondité, résultat des évolutions socio-économiques et des modes de vie.
- Vieillesse de la population : allongement de l'espérance de vie et arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom.
- Déserts médicaux : persistance des inégalités d'accès aux soins de santé selon les territoires.
- Disparités dans l'accès aux spécialistes, aux équipements médicaux et aux traitements selon les revenus et les statuts sociaux, aggravées par les dépassements d'honoraires et les délais d'attente.
- Baisse de la population dans les villes, bourgs et villages au profit des grandes métropoles.

Évolutions

- Prise en compte des besoins spécifiques des personnes âgées : aides à domicile et résidences adaptées.
- Habitat intergénérationnel, EHPAD médicalisés, promotion du lien entre générations et maintien d'une vie sociale active.
- Renforcement des centralités hospitalières régionales pour améliorer leur efficacité.
- Création des pôles médicaux de proximité, maisons de santé et regroupements de médecins.
- Augmentation des familles monoparentales (une famille sur quatre) et des familles recomposées.



© Vincent Bourdon 2022

Pont de Metz, Mention Qualité de la Vie Sociale, Prix national 2021, «De l'usine à la résidence intergénérationnelle»



Pont de l'Arche, Mention Qualité Architecturale, Prix National 2023, «Création d'un espace culturel sur une friche en coeur de Ville»

Culture et Loisirs

Retrouver le collectif

“ La culture et les loisirs, autrefois moteurs de cohésion sociale, font face aujourd’hui à de nouvelles pratiques individualistes et à des défis économiques et locaux. La culture urbaine prédomine largement, laissant la culture rurale en marge, tandis que les salles de cinéma locales disparaissent. Les loisirs individuels, amplifiés par le numérique, supplantent progressivement les pratiques collectives. Les métiers artisanaux, dépositaires d’un savoir-faire unique, souffrent d’une précarisation croissante face à l’industrialisation et au déclin de la demande. De leur côté, les filières techniques et professionnelles peinent à attirer des jeunes, freinés par une image négative de ces parcours toutefois essentiels à l’économie locale et à la transmission des compétences.

Dans le même temps, les grands parcs à thèmes et les villages vacances illustrent l’essor d’une culture privée des loisirs. La culture et les loisirs ne se limitent cependant pas aux infrastructures. Ils posent une réflexion sur notre rapport au collectif et au local. Les bases régionales de loisirs, les parcs naturels régionaux et les maisons de quartier se présentent comme des réponses accessibles et des lieux propices à la socialisation. De même, les infrastructures sportives et les médiathèques enrichissent le paysage culturel et éducatif et ouvrent la voie à des usages variés pour tous les publics. Si les loisirs individuels répondent à des besoins légitimes, le défi est d’imaginer un avenir où les cultures et les aspirations se rejoignent pour redonner tout son sens à la dimension collective. ■■■■■

Constats

- Prédominance de la culture urbaine.
- Disparition progressive des salles de cinéma locales : baisse de fréquentation et concurrence des multiplexes.
- Prédominance des loisirs individuels, souvent numériques.
- Précarité des métiers artisanaux, réduction des débouchés économiques, dévalorisation des métiers manuels.
- Baisse de l’intérêt pour la formation technique.

Évolutions

- Développement de la culture privée des loisirs comme Disneyland Paris ou le Futuroscope.
- Création de villages de week-end et de vacances (ex. Center Parcs).
- Création de bases régionales publiques de loisirs collectifs, renforcement des parcs naturels régionaux.
- Création des maisons de quartier.
- Développement des médiathèques.
- Développement d’équipements sportifs pour démocratiser et encourager la pratique sportive.

Nature et Biodiversité

Un retour aux sources

“ La nature et la biodiversité subissent les conséquences directes de nos choix d'aménagement. Entre 1980 et 2020, près d'un million d'hectares de terres agricoles et naturelles ont disparu sous l'effet de l'urbanisation, de l'imperméabilisation des sols et de l'intensification agricole et des remembrements divers. La simplification des paysages, la destruction des haies et des zones humides, et l'affaiblissement des écosystèmes ont considérablement accru notre vulnérabilité face aux crises environnementales.

Aujourd'hui, la présence de la nature devient un pilier essentiel pour définir la qualité de vie. Renaturer les sols, réintroduire des espèces protégées, planter des arbres, transformer des friches en parcs naturels ou créer des jardins partagés sont autant d'actions qui montrent que la ville peut devenir un lieu de vie harmonieux. Ce retour aux sources ne signifie pas renoncer à l'urbanité, mais réconcilier le passé et l'avenir. L'agriculture de proximité et l'écoconstruction illustrent parfaitement cette démarche : en réduisant les distances alimentaires et en encourageant l'emploi de ressources renouvelables, elles démontrent que nature et urbanité peuvent coexister pour bâtir des villes plus résilientes et respectueuses de leur environnement. La biodiversité ne doit plus être victime de nos choix d'aménagement et d'agriculture intensive. Composer avec la nature, c'est offrir aux générations futures un cadre de vie plus juste, plus sain et en harmonie avec les ressources de notre planète. ■■■■■

Constats

- Très forte imperméabilisation des sols.
- Remembrements agricoles très importants qui ont fait disparaître les haies, les bosquets, voire les zones humides : intensification agricole et mécanisation ont conduit à la simplification des paysages ruraux.
- Entre 1980 et 2020, une perte de près d'un million d'hectares de terres agricoles et naturelles, principalement en raison de l'expansion des infrastructures et de l'urbanisation.

Évolutions

- De l'espace vert des cités à la nature en ville.
- Renaturation des sols et des écosystèmes.
- Protection des espèces et zones sensibles.
- Des jardins ouvriers aux jardins partagés.
- Plantations en pleine terre.
- Fermes urbaines productives.
- Promotion des AMAP et marchés locaux.
- Matériaux biosourcés pour l'écoconstruction.



Colombes, Mention Qualité Architecturale, «Prix National 2022, «Ferre Urbaine»



Rubelles, Mention et Prix Internet du Public, Prix National 2024, «Zac des Trois Noyers»

Eau, Énergie et Climat

Chaque action compte

“ Les événements climatiques extrêmes se multiplient et rappellent avec force que le temps presse. Tempêtes, inondations, sécheresses et vagues de chaleur révèlent un peu plus chaque jour notre vulnérabilité face au dérèglement climatique. Dans certaines régions, la raréfaction de l'eau menace à la fois les usages agricoles et domestiques. Malgré les engagements pris, les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre tardent à se concrétiser pleinement et freinent une transition énergétique indispensable.

Des réalisations pionnières montrent qu'un autre chemin est possible. Dès 1981, le premier village solaire de Sénart offrait une vision avant-gardiste. Depuis, les énergies renouvelables comme l'éolien, le solaire et la biomasse n'ont cessé de progresser. Parallèlement, des solutions innovantes émergent : le recyclage des eaux usées pour l'agriculture, la restauration des cours d'eau, ou encore le développement de technologies prometteuses telles que l'hydrogène vert et les carburants de synthèse.

La transition écologique n'est plus une option, mais une nécessité. Dans cette lutte contre l'urgence climatique, nous disposons des outils et de l'expérience nécessaires pour aller plus vite et plus loin. Chaque action compte. ■■■■

Constats

- Augmentation des événements climatiques : tempêtes, inondations, périodes de sécheresse et vagues de chaleur.
- Retards dans la mise en œuvre des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- L'eau devient de plus en plus rare dans certaines régions.
- Une France encore largement dépendante des énergies fossiles, en particulier dans les secteurs du transport et de l'industrie.

Évolutions

- Premier village solaire à Sénart (1981) et assainissement alternatif en ville nouvelle.
- Énergies renouvelables : éolien, solaire, biomasse dans le mix énergétique.
- Accord de Paris (2015) pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.
- Développement des énergies bas carbone.
- Recyclage des eaux pour l'agriculture.
- Réutilisation des eaux grises pour réduire l'usage de l'eau potable.
- Recherche sur l'hydrogène vert et les carburants de synthèse.

L'Art Urbain dans les Territoires, association reconnue d'utilité publique, œuvre depuis 40 ans aux côtés de l'État, des collectivités territoriales, et des professionnels de l'aménagement, de la construction et de l'exploitation des services publics et privés.

Fondée par Robert-Max ANTONI, urbaniste visionnaire, l'association s'inspire de sa conviction que l'aménagement du cadre de vie doit allier innovation sociale, qualité environnementale et expression culturelle. Son héritage continue de guider ses actions et de nourrir ses engagements.

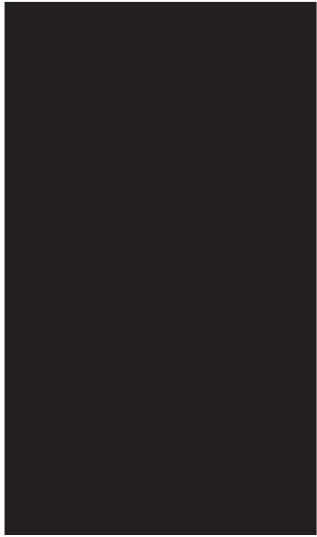
Chaque année, l'association mobilise un large réseau d'acteurs publics et privés — aménageurs, promoteurs, urbanistes, architectes, géomètres-experts, paysagistes, exploitants, enseignants, étudiants — en France et à l'international. Ensemble, ils participent à une démarche collective qui valorise les nouvelles pratiques interdisciplinaires et les usages émergents.

Pour stimuler la réflexion, un thème annuel est proposé, centré sur l'évolution du cadre de vie et mettant en lumière des réalisations exemplaires dans les territoires de moyenne et petite échelle. Sur ce thème, l'association organise :

- **Un Prix National,**
- **Un Concours International,**
- **Des bourses et prix pour les jeunes diplômés des écoles du cadre de vie.**

Rejoignez une communauté d'acteurs engagés

S'engager avec **L'Art Urbain dans les Territoires**, c'est intégrer une dynamique collective dédiée à l'avenir de nos territoires. L'adhésion vous offre l'opportunité de participer aux réflexions, de contribuer aux projets et de bénéficier d'un réseau d'experts et de ressources pour soutenir et développer votre activité.



Prix National d'Art Urbain



L'Art Urbain dans les Territoires // Président : Louis MOUTARD - Vice Présidente : Pascale POIROT - Vice Président et Trésorier : Jacques Henri BORD - Trésorière adjointe : Estelle CHEVALLIER - Secrétaire Générale :
Françoise ORIOL - Autres administrateurs : Bruno BESSIS, Marie CHEVILLOTTE, Dorothea DUPOND, Anne DURAND, Stéphane ERITZIAN, Patrice KOHLER, Christiane HARLES-LEVASSEUR, Jean-Cédric LANDRY, Alain
LAVOISIER, Roland PEYLET, François PRADILLON, Antoine TOBIA

Conception & Réalisation : Agence 5H55